

La Grande Muraille Verte et l'avancée du désert au Sahel

Aperçu des dernières publications.

I. Historique

a) Les sécheresses au siècle dernier

La région sahélienne, qui s'étend du Sénégal jusqu'en Ethiopie, en traversant 11 pays, a toujours connu des périodes de sécheresse. Mais depuis 1968 environ, le Sahel ouest-africain subit un déficit pluviométrique sans précédent au 20^e siècle. Les totaux annuels pour la période 1971-1980 sont en baisse par rapport à 1931-1960 pour les pays allant de la Mauritanie au Tchad. Les cartes montrent une migration spectaculaire des isohyètes (=lignes joignant les points recevant la même quantité de pluie) vers le sud.

Sources :

books.openedition.org ; J. Sircoulon. Bilan hydropluviométrique de la sécheresse 1968-84 au Sahel, 1989

Ensuite on observe une amélioration de la pluviométrie dans les années 90, et les images satellitaires montrent un certain « reverdissement » des terres sahéliennes. Mais ce phénomène n'est pas général, et dans certaines parties du Sahel les sols continuent à se dégrader. La cause n'est pas seulement climatique, mais également due aux activités humaines : pratiques culturelles, déforestation (bois de chauffage), parcours transhumants et divagation du bétail. Ces pratiques conduisent à de nombreux endroits à des situations de désertification, du fait de l'équilibre très précaire des écosystèmes. Ces situations ont encore été aggravées par la croissance de la population et l'augmentation de ses besoins. (Le Burkina Faso par exemple a vu passer sa population de 6 millions dans les années 1970 à 20 millions aujourd'hui.)

Sources : Wikipedia, article « Sahel », chap. 10

researchgate.net ; fév. 2004, article de G.Mahé et Y. L'Hôte : Sahel, une sécheresse persistante et un environnement profondément modifié.

b) Projet de « La Grande Muraille verte »

Le premier chef d'état africain qui s'est attaché à la réalisation d'une ceinture verte pour lutter contre la désertification est Thomas Sankara, président de la Haute-Volta (qu'il a rebaptisée Burkina Faso). En 1985, il lance un plan de reforestation autour de la capitale Ouagadougou, appelé « Un village, un bosquet ». En tout, plusieurs millions d'arbres et buissons ont été plantés au Burkina. Ensuite, Sankara a essayé de sensibiliser les chefs d'état voisins à la problématique, mais sans grand succès. Puis, l'action s'est éteinte avec l'assassinat de Sankara.

L'idée d'une reforestation massive de la bande sahélienne apparaît à nouveau en 2002 lors d'un sommet au Tchad, puis est ressuscitée en 2005 par le président nigérian Obasanjo, lors du sommet des états sahélo-sahariens à Ouagadougou. En 2006, l'Union Africaine approuve

le plan, baptisé « Grande Muraille verte » et en 2007, les gouvernements de 11 états sahéliens se mettent d'accord pour soutenir ce projet. En 2010, voit le jour l'Agence panafricaine de la Grande Muraille verte (APGMV), organisation interétatique. Les partenaires internationaux sont nombreux (Banque mondiale, FAO, CEDEAO , Pnud etc.)

Le plan prévoit une ceinture d'arbres de 15 km de large et environ 7800 km de long (= environ 11,7 millions d'hectares) en pleine zone sahélienne, là où il pleut à peine entre 300 et 400 mm par an . Les buts initiaux étaient :

- une protection des champs contre le vent et l'érosion
- un apport d'éléments nutritifs dans un sol presque mort qui devrait ensuite être capable de garder l'eau
- * une augmentation de l'humidité et de la pluviométrie grâce à l'évapotranspiration des arbres plantés.
- réduire par la suite les pertes de bétail
- donner du travail à la population et réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire

Sources : Sébastien Périmony, blog « L'Afrique avec les yeux du futur », La grande muraille verte.

Wikipedia.org : Grande Muraille verte (Afrique)

lemonde.fr/afrique, Thomas Sankara, l'écologiste

c) Réactions vis-à-vis de ce projet

Au départ, les mots et discours qui accompagnaient le lancement de la GMV étaient enthousiasmés, voire grandiloquents ; Abdoulaye Wade (président du Sénégal) : la Grande Muraille est « un projet porteur pour l'humanité », et devrait être « la huitième merveille du monde ».

En effet, l'Union Africaine exalte le thème de la Renaissance de l'Afrique qui veut accomplir le « grand bond en avant », afin de combler son retard en termes de développement. Et pour ce faire, les gouvernements doivent se centrer sur de grands projets étatiques, telle que la GMV.

Rapidement toutes sortes de critiques se lèvent. Les uns soulignent la démesure de ce projet pharaonique, à la faisabilité incertaine, les autres prédisent déjà la création de nouveaux « éléphants blancs » (= réalisation d'envergure et prestigieuse devenant par la suite un fardeau financier d'une utilité douteuse). Spécialistes scientifiques, membres d'ONG et journalistes soulèvent des difficultés d'ordre politique, socio-économique, humanitaire, biologique et écologique.

En effet, la vision d'un bandeau arboré transcontinental repose sur une conception vieillie des techniques de lutte contre la désertification. Les grandes opérations de reforestation, qui coûtent cher et nécessitent d'importants besoins en main-d'oeuvre, constituent une réponse peu efficace face à la désertification qui est multidimensionnelle. (voir d'autres exemples dans le passé, comme la muraille verte chinoise).

D'autre part, l'édifice politique sur lequel repose ce projet paraît très fragile. Sur les onze Etats membres de l'Agence GMV, dix comptent parmi les pays les moins avancés (PMA).

Leurs capacités financières, techniques et institutionnelles sont limitées et tous dépendent fortement de l'aide au développement.

En plus, l'instabilité politico-militaire n'a pas décliné (déstabilisation du Mali, enracinement de Boko Haram au Tchad), ce qui limite la faisabilité du programme. Enfin, on constate de nombreuses rivalités politiques qui nuisent à ce grand projet transfrontalier. La mort de Kadhafi en 2011 (grand pourvoyeur de financements) a porté un coup d'arrêt à la continuité du projet.

Pour finir, la coopération entre les pays de l'ouest et de l'est africain est malaisée est empreinte de défiance, le leadership sénégalais ne va pas au-delà des états francophones et ne touche pas les pays de la corne d'Afrique . Les voix critiques assimilent ainsi la Grande Muraille à une véritable tour de Babel.

Voir : journals.openedition.org ; Ronan Mugelé : La grande muraille verte au Sahel . Entre ambitions globales et ancrage local. 2018
thenewhumanitarian.org ; La grande muraille verte face à une opposition croissante, 8 avril 2011.

2. La Grande Muraille aujourd'hui.

a) Réalisations effectives.

15 ans se sont écoulés depuis le lancement de l'idée par Obasanjo. Quel est le résultat ? Le site officiel de l'APGMV ne communique aucun chiffre de réalisation. Même silence du côté de la FAO qui s'est contentée, lors de la Cop 22 à Marrakech, d'avancer de nouveaux objectifs. La plupart des observateurs parlent d'un taux de réalisation de 15%, surtout aux extrémités de la muraille, i.e. au Sénégal et en Ethiopie.

Ainsi au Burkina Faso, au Mali, ou en Mauritanie, la Grande Muraille se limitait en 2017 à quelques modestes parcelles expérimentales. Souvent, ce ne sont que les sièges des différentes agences nationales dans la capitale qui attestent la présence de ce projet.

b) Vers une approche différente de la Grande Muraille

Dès 2010, deux groupes de bailleurs de fond émergent pour redynamiser le projet. Deux visions de la « muraille » s'opposent dorénavant. Un premier ensemble d'institutions, mené par la Banque Africaine du développement (BAD), reste partisan du programme initial : mise en place d'une barrière forestière qui enrayerait les vents et stopperait l'avancée des dunes.

Puis, dans le sillage de la Banque Mondiale et de l'Union Européenne, un autre ensemble d'organisations s'efforce de transformer la conception du projet . Il ne s'agit plus de planter une ligne droite verte mythique , une « ligne Maginot écolo » (d'après l'agronome Marc Dufumier) qui poserait plus de problèmes qu'elle n'en résout.

La nouvelle approche veut intégrer des notions comme l'agropastoralisme, l'agroforesterie, la régénération naturelle assistée des sols, des mesures de rétention et de conservation des eaux ou encore des jardins polyvalents villageois. On veut s'appuyer sur les populations locales et créer une mosaïque de terroirs, en s'appuyant sur une gestion fine des ressources

naturelles, comme la question de l'eau, tout en continuant le reboisement avec des essences locales, quand la situation des sols le permet.

c) Quelques résultats comptabilisés jusqu'en 2019, publiés en avril 2020

Les chiffres qui suivent sont extraits d'un rapport commandé par la UNCCD (Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification) site : catalogue.unccd.int
Les résultats se basent sur des actions situées entre les isohyètes 100-400 pour chaque pays.

Burkina Faso : 20 383 hectares terres reboisées, 29 602 ha terres restaurées
45 383 emplois créés, 51 633 foyers améliorés, etc. etc ;
coût global : 31 millions \$

Mali : 6297 ha terres reboisées, 120 ha terres restaurées, 891 personnes formées, etc.
coût global : env. 26 millions \$

Niger : 364 615 ha terres reboisées, 363 928 ha terres restaurées, 1200 personnes formées
21 487 emplois créés, etc. coût global : 78 millions \$

Sénégal : 72 452 ha terres reboisées, 119 202 ha terres restaurées, 2120 personnes formées
(coût global non communiqué)

Note : je n'ai pas énuméré la totalité des actions comprises dans les coûts, comme par exemple la fixation des dunes ou la construction de brise-vent.

Si ce court aperçu peut nous donner l'impression d'un effort considérable fourni par les Etats concernés et les bailleurs internationaux, il ressort du rapport que finalement ce ne sont que 18 millions d'hectares qui ont été restaurés en 15 ans d'existence du projet, et qu'on est loin des 100 millions qu'on vise pour 2030. (Mais on s'aperçoit aussi que le chiffre obtenu correspond à peu près au but initialement fixé = 11,7 millions de ha.)

Les causes sont multiples : les financements qui ne suivent pas toujours, absence de portage politique , manque de coordination entre les différents opérateurs et absence de moyens humains des ministères de l'environnement.

d) Perspectives

Malgré ces difficultés, le Grande Muraille verte reste un projet fédérateur pour les populations africaines : lutter contre la désertification et le changement climatique, combattre la pauvreté et les causes des migrations, contenir l'avancée du djihadisme qui profite de cette situation d'instabilité chronique.

Lire aussi : journal.lemonde.fr , article de Matteo Maillard : Des arbres et des bûches contre l'avancé du désert. 17/06/2020
lemonde.fr du 14 sept. 2020, article de Laurence Caramel : La Grande Muraille verte, mirage sahélien.

